

IMPACTS DE LA CRISE SECURITAIRE SUR LES ACTIVITES DE PRODUCTION DANS LES REGIONS DE MOPTI, GAO ET TOMBOUCTOU

Seydou Loua,
DER, Sciences de l'Education
Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'éducation
seydouloua@yahoo.fr

Bréma Ely Dicko,
DER- Socioanthropologie
Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako
bremaely@yahoo.fr

RESUME

Le présent article, porte sur l'impact de la crise sécuritaire sur les activités de production, concerne trois régions du Mali, dont deux du nord à savoir Gao et Tombouctou, et une située au centre du pays à savoir Mopti, en raison de trois communes par région.

De 2012 à 2018, les régions du nord du pays, et récemment celle de Mopti au centre, ont connu une crise majeure avec la présence de plusieurs groupes extrémistes violents comme les terroristes, les indépendantistes, les bandits armés, etc. La présence de ces groupes violents a entraîné une guerre et causé beaucoup de pertes en vies humaines. Elle a aussi eu des impacts négatifs sur les activités économiques des régions concernées, limitant ainsi leur processus de développement.

Des entretiens de groupes et individuels ont été utilisés pour avoir les témoignages des principaux acteurs concernés sur leur situation sécuritaire et leur niveau de développement. L'article vise à expliquer l'impact de l'insécurité sur les activités économiques des populations ; identifier les facteurs de motivation des jeunes à rejoindre des groupes extrémistes violents et proposer des alternatives pour l'instauration d'une paix durable dans les trois régions.

Les résultats de l'étude montrent que l'insécurité a un impact sur tous les secteurs de développement. Les communautés qui vivaient en toute quiétude, ne peuvent plus se fréquenter, ce qui a déchiré le tissu social. Les enquêtés reconnaissent, à travers leurs témoignages, que le chômage qui est l'une des principales conséquences de la crise sécuritaire, a limité le développement économique et social des communes.

MOTS CLES

développement, sécurité, paix, région, chômage.

ABSTRACT

This article, which deals with the impact of the security crisis on production activities, concerns three regions in Mali, two of which are in the north, namely Gao and Timbuktu, and one in the center of the country, namely Mopti, because of three common by region.

From 2012 to now (2018), the northern regions of the country, and recently that of Mopti in the center, have experienced a major crisis with the presence of several violent extremist groups such as terrorists, separatists, armed bandits, etc. The presence of these violent groups, which resulted in a war and caused a lot of loss of life. It has also had negative impacts on the economic activities of the regions concerned, thus limiting their development process.

Group and individual interviews were used to obtain the testimony of the main actors concerned about their security situation and their level of development. The article aims to explain the impact of insecurity on people's economic activities; to identify the motivations of young people to join violent extremist groups and to propose alternatives for the establishment of lasting peace in the three regions.

The results of the study show that insecurity has an impact on all development sectors. Communities that lived in peace, can no longer attend, which has torn the social fabric. Respondents acknowledge, through their testimonies, that unemployment, which is one of the main consequences of the security crisis, has limited the economic and social development of municipalities.

KEY WORDS

development, security, peace, region, unemployment.

INTRODUCTION

Le Mali, pays enclavé, couvrant une superficie d'environ 1 241 185 Km² avec environ 17 millions d'habitants, se situant dans une bande de plusieurs millions de kilomètres appelés bande sahélo-saharienne et avec sept voisins, subit d'énormes difficultés dans son effort de développement qui sont très généralement minimisées. Du mois de mars 2012 à janvier 2013, les régions de Gao, de Tombouctou, de Kidal et une partie de celle de Mopti, située au centre du pays, furent occupées par les groupes armés tels que le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), Ansar Dine, AQMI, et d'autres malfaiteurs. C'est une crise multidimensionnelle liée à plusieurs facteurs historiques, géographiques, politiques, religieux, économiques, etc., qui menace l'existence du Mali, d'où la recherche de lien entre la sécurité et le développement. L'article se propose d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes : quelles sont les causes

de l'insécurité dans les trois régions concernées ? Qu'est-ce qui motive les jeunes, à rejoindre les groupes extrémistes violents ? Quels impacts l'insécurité a-t-elle sur les activités économiques ? Quelle est la situation particulière des femmes et des personnes vulnérables ? Quelles sont les propositions de solutions pour restaurer une paix durable dans les trois régions ?

METHODOLOGIE

La méthode de travail a été principalement qualitative avec comme technique d'enquête l'entretien non directif qui a consisté à donner à l'enquêté la possibilité de répondre librement aux questions. Des entretiens de groupe et individuels ont été réalisés dans toutes les communes avec des hommes et des femmes. Les résultats du travail sont basés sur les témoignages directs des populations concernées directement par l'insécurité. Partout où cela était nécessaire, des facilitateurs ont joué le rôle d'interprète car nous avons été confronté à la barrière de la langue dans certaines localités où les habitants ne parlaient que la langue Songhoï et Tamasheq. Au total, 176 personnes ont été interrogées dont 59 dans la région de Mopti, 66 dans celle de Gao et 51 dans celle de Tombouctou. Après la transcription des entretiens, nous avons procédé à une analyse de contenu des discours dont les passages jugés les plus saillants sont rapportés dans le texte.

ANALYSE DES ENTRETIENS

CAUSES DE L'INSECURITE ET SON IMPACT SUR LES ACTIVITES ECONOMIQUES

La sécurité correspond à la stabilité, l'absence de guerre, l'entente entre les personnes, la justice et la bonne gouvernance. Il ressort de l'étude que les causes de l'insécurité sont diverses et variées. Selon un conseiller de la commune d'Anchawadji, « les causes sont le problème touareg, les sécheresses de 1974, 1975, 1984, la présence d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique ». L'insécurité peut être liée à la faiblesse de l'Etat, des narcotrafiquants, du grand banditisme, la délinquance juvénile.

Selon Gaoukoye (2018), la guerre au Mali est liée à des enjeux géostratégiques d'une crise nationale avec des effets de contamination qui menacent la sécurité de tous les Etats du sahel. Dans son analyse, le Mali est victime d'un jeu d'intérêt qui dépasse ses frontières, ce qui serait la cause de la crise sécuritaire actuelle.

Dans les résultats d'une étude dans les communes de Niono et de Kalaban Coro au Mali, conduite par S. Hagberg et al, (2017, p. 41), il est dit que : « parfois ce sont les Djihadistes qui constituent la menace pour les habitants, d'autres fois ce sont les forces

de l'ordre qui font le racket ou encore les bandits qui attaquent les gens et retirent leurs motos. » Dans un article, B. Sangaré, (2016, p. 7), il ressort que :

les violences qui touchent le centre du Mali, ont pour causes les clivages intercommunautaires et les frustrations des communautés, en majorité nomades, contre leurs propres élites au niveau local, et contre les agents de l'État. Certains gendarmes, en complicité avec des élites locales, ont exigé le paiement de contraventions aux détenteurs d'armes, avec des montants qui s'élevaient en moyenne, entre 100 000 (cent mille) et 600 000 (six cent mille) FCFA .

Selon un enseignant à la retraite dans la commune de Mopti,

à cause de l'injustice, les habitants ne faisant plus confiance aux forces de l'ordre dans certaines localités comme "le Macina", préfèrent remettre les voleurs et autres petits mal-faiteurs aux dénommés "islamistes", car ils sont certains que ces derniers ne vont pas les libérer sans sanctions en cas de culpabilité avérée.

Des causes endogènes sont déplorées par les enquêtés dans les communes de Mopti, Socoura et Koro, notamment les tensions entre éleveurs et agriculteurs qui sont aussi sources d'insécurité et entraînent régulièrement des conflits qui se terminent par des morts d'hommes. En dehors des problèmes liés à la présence des terroristes, les habitants déplorent les attaques des bandits armés qui sont auteurs d'agressions régulières.

Les conséquences de la crise sont décriées par les habitants des communes concernées par l'enquête, notamment son impact sur les activités économiques. En effet, dans les trois régions, l'insécurité a limité toutes les activités économiques comme l'agriculture, l'élevage, la pêche, le tourisme, le maraîchage, le commerce et a entraîné le chômage, la pauvreté et la misère. Selon la secrétaire administrative de la Coordination des associations et ONG féminines (CAFO) de Mopti :

les habitants souffrent de la cherté de la vie depuis le début de la crise, les récoltes sont toujours insuffisantes car, avec la présence des groupes armés extrémistes, les agriculteurs ne peuvent pas aller aux champs pour travailler correctement.

Les services sociaux de bases comme les écoles, les services de santé, la mairie, ne fonctionnent que dans les grandes villes depuis 2012 car, dans les communes rurales et les villages, ces services ont connu des pillages et les ressources humaines sont parties et beaucoup ne sont plus revenus à cause de la crise.

A propos des centres de santé, une conseillère communale de Sonni Ali Ber dit ceci : « nous avons un Centre de Santé Communautaire ici, mais il est fermé depuis le début de la crise jusqu'à présent (2017), les habitants sont obligés d'aller à Gao pour se soigner même en cas d'urgence. » Le conseiller communal de la commune de Douéthiré déplore le fait que leurs enseignants et agents de santé qui habitent à Goundam et à

Tombouctou ne peuvent pas se déplacer sans risques d'agression, ce qui complique la situation scolaire et sanitaire. Dans les trois régions, les agents de santé sont épargnés par les attaques mais les enseignants ne le sont plus surtout à Mopti.

Le fait que ceux qui se nomment djihadistes ou islamistes, comme le Front de libération du Macina (FLN), s'insurgent contre l'école occidentale, entrave la scolarisation des filles. Cette situation entraîne la fermeture des écoles et le bouleversement de l'éducation dans les régions concernées. En juin 2017, l'Unicef a indiqué que 194 écoles ont été fermées dans la région de Mopti, avec plus de 80 000 enfants qui ne partaient plus à l'école et le conflit a mis en péril la scolarité de 200 000 enfants. Selon la Banque mondiale, 153 écoles sont toujours fermées dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal, en 2018. Les filles sont particulièrement touchées par ces formes de terrorisme, car elles sont victimes d'enlèvements et de viols.

Les populations ont peur de venir au marché par crainte de se faire dépouiller, ce qui limite les activités commerciales car, commerçants et clients se méfient de fréquenter les marchés situés aux alentours de la ville de Mopti.

Dans les communes de Socoura et de Koro où l'élevage et l'agriculture sont des activités importantes, une autre difficulté qui n'est pas directement liée aux groupes extrémistes violents, est le problème entre les ethnies peulh et dogon. La méfiance et la peur de l'autre, font que les dogons agriculteurs et les peulhs éleveurs s'agressent mutuellement, entraînant des pertes en vie humaines dans les localités comme Bandiagara, Koro, Bankass, etc. Cette situation contribue à exacerber la misère car les activités génératrices de revenus sont fortement limitées.

Pour le transport, le commerce, la libre circulation des personnes et de leurs biens, les enquêtés, notamment ceux des régions de Gao et de Tombouctou, reconnaissent que la dégradation des infrastructures routières facilite les attaques perpétrées par les bandits armés. Les secteurs du tourisme et l'artisanat sont affectés dans les trois régions, ce qui a engendré plus de chômage et de pauvreté. Selon un chef de village et un enseignant de la commune de Koro « *les lieux les plus affectés par ces problèmes que connaît le secteur du tourisme sont Bondo, Diangabou, Dinangourou, Dionganie et Madougou. On ne voit plus les touristes passer depuis plusieurs années* ». Selon le Journal le Monde du 09 Septembre 2016, depuis 2012, l'instabilité politique et les actions des djihadistes ont ruiné l'activité touristique qui faisait vivre plus de 70 % de la population de Tombouctou. Les activités sont arrêtées car les touristes ne viennent plus et les guides se font régulièrement agressés ou dépouillés. Les artisans voient leurs activités disparaître progressivement car les clients étant principalement des étrangers, se font de plus en plus rares.

INSECURITE, DISPARITES GEOGRAPHIQUES ET DEVELOPPEMENT LOCAL

Les attaques peuvent survenir en tout lieu et à tout moment car ceux que les populations appellent « bandits armés » semblent avoir des informateurs dans toutes les communes. Après la période d'occupation des villes par les terroristes, l'insécurité est fréquente en dehors des grandes villes, les personnes ne peuvent pas circuler avec leurs biens sans se faire agresser et dépouiller. Un jeune de Koro déplore en ces termes une agression dont il a été personnellement victime :

je me suis fait agresser sur la route dite serpentée entre Bandiagara et Koro par une bande de jeunes armés qui échangeaient en langue fulfulde, bamanan et Songhaï. Je me suis fait dépousséder de ma mobylette, j'ai été blessé et laissé pour mort sur les lieux. J'ai ensuite été secouru par des voyageurs en voiture qui avaient emprunté le même chemin.

Les groupes extrémistes violents circulent maintenant avec des engins à deux roues car c'est plus facile d'emprunter les sentiers pour attaquer ou s'en fuir. Selon le quotidien d'informations général l'Indépendant (n°4315 du 12/09/2017), deux suspects terroristes ont été arrêtés avec deux motos et un pistolet mitrailleur le samedi 10/09/2017 à Koro.

Dans la ville de Gao il y a la présence du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et les Forces armées maliennes, ce qui rassure la population, mais cela ne suffit pas car il ressort de nos enquêtes de terrain, que des attaques continuent à être perpétrées en plein centre-ville.

Par exemple, dans la commune de Socoura de la région de Mopti composée de 28 villages divisés en deux parties, à savoir les zones exondées et les zones inondées composées chacune de quatorze villages et des hameaux. Dans la zone inondée, les groupes extrémistes violents représentent la justice, gèrent les services sociaux de base à leur guise dont l'accès reste limité. Concernant la région de Mopti, B. Sangaré, (2016, p. 10), dit :

dans la région de Mopti, les communautés locales sont menacées par les forces armées à la recherche des djihadistes et par ces derniers, qui mènent des représailles contre les populations après chaque visite de l'armée malienne dans leur zone.

MOTIVATIONS DES JEUNES A REJOINDRE DES GROUPES EXTREMISTES VIOLENTS

Les personnes fréquemment impliquées dans les actes de violence sont surtout les jeunes hommes de toutes ethnies confondues. Concernant les motivations de certains jeunes à rejoindre les groupes extrémistes violents, les habitants pointent du doigt l'injustice au niveau des services judiciaires de l'Etat. Selon les populations, à la suite

des litiges liés aux fonciers, qu'ils trouvent mal jugés par les autorités, des sentiments de frustration se créent et engendrent des actes de violence et certains rejoignent les groupes armés pour avoir la possibilité de se rendre justice. Les groupes extrémistes proposent souvent des justices en l'absence de l'Etat qui attirent les populations. Dans le journal Jeune Afrique de mars 2018, lors d'un entretien sur les causes des nouvelles tentions à Gao avec un chercheur de l'Institut d'études en sécurité (ISS), il est dit que :

la justice malienne ne bénéficie d'aucun crédit de la part des populations, et cela alimente les tensions. Quand il y a eu des accusations après des faits graves, comme l'assassinat de deux jeunes dans le village de Taboye, il fallait ouvrir rapidement une enquête. Et une fois les responsabilités situées, il fallait appliquer la loi. Mais dans les faits, si une affaire implique des personnes appartenant à des groupes alliés au gouvernement, l'État déclare, dans la plupart des cas, qu'il n'a pas les moyens d'éclaircir la situation, alors qu'en réalité il n'en a pas la volonté. La raison de ce comportement est que si la justice passe, l'État risque de contrarier ses alliés, ce qu'il ne veut pas faire en cette période pré-électorale ». Dans un rapport de Mercy Corps et Think Peace, (juillet, 2017), il ressort :

les sentiments d'exclusion que ressentent les communautés sur base géographique et ethnique, encouragent l'adhésion des jeunes aux groupes armés. Les jeunes qui rejoignent les groupes anti-gouvernementaux ou extrémistes violents en particulier tendent à partager des griefs profonds nés de leurs perceptions de la négligence et du mauvais traitement que le gouvernement aurait infligé à leur communauté, notamment à Gao et Tombouctou.

Le chômage et la pauvreté sont aussi des facteurs de motivation, car, diplômés ou pas, les jeunes sont majoritairement sans emplois depuis le début de la crise. Désœuvrés, ces jeunes sont des cibles parmi lesquels les groupes extrémistes recrutent, car, ils sont plus faciles à manipuler. Certaines personnes sont faciles à endoctriner, comme des élèves d'écoles coraniques, qui peuvent les suivre pour des considérations religieuses souvent fallacieuses, sans mesurer l'ampleur du danger. Selon le chef de village de Koro « tant que l'Etat ne prendra pas ses responsabilités en luttant contre le chômage par la création d'emplois, les jeunes continueront à rejoindre ces groupes pour des intérêts financiers ».

Le chômage, cité comme l'une des causes des motifs de réalignement des groupes armés par les jeunes, est d'un taux effectivement très élevé dans certaines localités comme à Gao. Selon les résultats d'une enquête (EMOP, 2014), Gao est la zone la plus touchée par le chômage des jeunes dont près d'un jeune actif sur deux est concerné. Concernant le chômage en général, la région de Gao connaît le plus fort taux avec 30,4%, Tombouctou est à 15,2% et Mopti à 5,5%.

Cependant, tous les pauvres et tous ceux qui sont au chômage n'ont pas rejoint les groupes extrémistes violents. L'appât du gain facile peut expliquer l'attitude de certaines personnes notamment un jeune qui rejoint un groupe extrémiste violent à cause d'une

mobylette, que déplorent les habitants de la commune de Koro par exemple. Le désir de vengeance pousse aussi certains à rejoindre les groupes extrémistes. L'endoctrinement sur le plan de la religion notamment des jeunes talibés et le manque d'éducation sont aussi cités comme étant des facteurs de réalignement des groupes violents.

SITUATION DES FEMMES ET PERSONNES VULNERABLES

Dans les trois régions, les principales activités génératrices de revenus des femmes, sont le commerce, le maraîchage, la teinture et la couture. Elles participent donc au processus de développement et d'instauration d'une paix durable. Dans toutes les communes, elles ont des associations qui militent pour la paix et le développement durable à travers des sensibilisations et des collaborations entre communes concernant les activités génératrices de revenus. Les femmes ont été particulièrement touchées par la crise à travers les violences physiques notamment les actes de viol pendant l'occupation dans les régions de Gao et Tombouctou, mais aussi au niveau de l'accès aux soins médicaux et de leurs activités économiques. Une femme victime de la commune de Sonni Ali Ber pendant l'occupation raconte sa mésaventure en ces termes :

le jour où Ançar dine et MNLA se sont disputé à Gao, je suis allée à l'hôpital de Gao pour accoucher. Vers 18 heures il n'y avait ni médecins, ni infirmières, ni sages-femmes et j'y suis restée jusqu'à minuit. J'ai accouché mais l'enfant n'a pas survécu. Quand j'ai décidé de retourner avec le corps du bébé à Sonni Ali Ber, les occupants m'ont arrêtée en chemin et m'ont demandé de retourner avec le corps à Gao. Après quelques heures, c'est un homme, d'un âge avancé qui est venu leur supplier pour qu'ils acceptent de me laisser passer.

Une conseillère communale de Tombouctou continue à déplorer un cas en ces termes :

au début, les viols n'étaient pas nombreux et on avait des difficultés à reconnaître les victimes. Mais il y a de cela quelques jours les bandits armés ont attaqué un car, après avoir dépouillé les passagers de leurs biens, ils ont violé une fille et après leur forfait ils ont tiré sur elle, la jeune fille a rendu l'âme à la suite de cet acte.

L'association des femmes leader de Mopti et des ONG comme l'Association malienne pour la survie au sahel, Wildaf, ONU femmes, Groupe de recherche, d'étude, de formation, femme, action (GREFFA), offrent une assistance aux victimes de viol qui acceptent de porter plainte. Cependant, selon la représentante des femmes leaders de la commune de Mopti, « les victimes de viol ne portent pas toujours plainte de peur de représailles des agresseurs et les règlements à l'amiable compliquent le travail des associations et des ONG ». Il y a aussi la présence d'une organisation internationale des migrants à Mopti qui apporte souvent son aide aux femmes victimes de violence qui se présentent. Ces aides sont des prises en charge médicale, des dépistages, des soutiens psychologiques et des aides financières.

Ceux qui sont considérés comme vulnérables, comme les femmes enceintes, les personnes âgées et les handicapés, ont beaucoup souffert de la crise car n'ayant pas les possibilités physiques de se déplacer rapidement, mais aussi au niveau de l'accès aux soins dont ils ont besoin et qui demeure toujours insuffisant ou inaccessible.

DISCUSSION DES ANALYSES ET SUGGESTIONS VENANT DES ACTEURS DE TERRAIN

La sécurité des populations et de leurs biens relève des forces de sécurité et de la justice. Pour instaurer une paix durable, les responsables locaux, comme les maires, les chefs de villages, les organisations de la société civile devront organiser des dialogues intercommunautaires entre les populations et les bandits armés.

L'éducation apporte la sécurité, car les gens bien éduqués ne craignent pas de dire et d'accepter la vérité. Selon S. Hagberg et al, (2017, p. 41), « De même, le bon voisinage est important, car c'est lorsque les habitants peuvent se faire confiance qu'il y a quiétude et esprit tranquille ». **Certaines stratégies peuvent être envisageables notamment l'amélioration de la gouvernance locale par une meilleure prestation de services ; l'identification des opportunités permettant aux jeunes d'améliorer leur situation sociale sans s'engager dans des groupes armés ; l'investissement sur la prévention de la violence et le renforcement des mécanismes de protection au niveau communautaire** (Mercy Corps et Think Peace, juillet 2017). Selon une étude, B. Sangaré, (2016, p. 12) « Pour une sortie de crise dans le centre du Mali, la réconciliation entre élites et pasteurs peuls, entre Peuls et leurs voisins sédentaires (dogons, bambara), entre Peuls et Touaregs est nécessaire ».

Il faudra que l'Etat malien mette en place une justice équitable en luttant contre la corruption, car l'injustice pousse beaucoup de jeunes à rejoindre les groupes armés. L'Etat et les familles ont la responsabilité d'éduquer les jeunes, les femmes et lutter contre le chômage. Pour instaurer cette confiance entre les forces de l'ordre et la population, le conseil communal de la jeunesse de Gao préconise la mise en place d'une police communale plus proche de la société civile, pour prévenir les actes de violence et non pour sanctionner.

Les habitants préconisent la coopération entre les forces de l'ordre et de sécurité et la population locale. Cette coopération devra être basée sur la confiance et l'échange d'informations. Il semble que ceux qui donnent des informations sont souvent assassinés car les informateurs ne sont pas protégés, raison pour laquelle beaucoup d'informateurs et de chefs de village ont été victimes. Ce qui a été confirmé par un opérateur et membre de la société civile de Mopti en ces termes : « nous avons l'habitude de dénoncer les bandits armés, mais ils sont toujours remis en liberté faute de preuves. Après leur libération, ils se vengent en tuant ceux qui ont parlé aux autorités, on a donc arrêté les

dénonciations ». Les initiatives de la population doivent être encouragées et instaurer un climat de confiance et de bonne volonté entre tout le monde.

Pour une paix durable, les habitants réclament le désarmement et le cantonnement de tous les groupes armés qui ne sont pas militaires maliens. Il faudra penser à créer de l'emploi pour les jeunes et des financements pour ceux qui ont des projets d'avenir. La paix passe par la scolarisation et le maintien à l'école de tous les enfants car l'éducation peut être une arme efficace pour l'instauration de la paix durable et amorcer le processus de développement. Selon les représentants du cadre de concertation des notables de Gao,

tous les groupes supposés être du côté du Mali et qui militent pour la paix doivent être réunis autour de la table de discussion pour prendre des décisions dans le sens d'une paix et d'un développement durable. A travers les sensibilisations, les inquiétudes et les méfiances entre les différentes communautés pourront diminuer progressivement et faire place à l'entente cordiale qui existait dans les communes avant la crise de 2012 ».

Lors des recherches pour cet article, nous avons remarqué sur le terrain, la forte implication de la société civile dans le processus de développement et d'instauration de la paix dans les trois régions. Cette implication se manifeste à travers les associations de femmes et de jeunes qui se sont multipliées dans toutes les communes et qui restent très actives. Le Cadre de concertation des notables de Gao, l'association des femmes leader de Mopti, restent très actifs à travers les actions de sensibilisation. Ces associations de la société civile interviennent dans les domaines du commerce, du jumelage avec d'autres communes, du maraîchage, de l'élevage, de l'agriculture, de l'auto-défense, de la sensibilisation, d'aides aux victimes de viols.

Des membres d'associations de jeunes de Gao préconisent la mise en place, de la part des habitants, des milices d'auto-défense pour se défendre mais aussi pour informer les forces de l'ordre en cas de besoin. Les actes posés par les ONG, notamment la prise en charge médicale des femmes victimes de violence sexuelle, sont loués par les populations, mais d'autres aides en matériels sont réclamées

CONCLUSION

La question de la sécurité des personnes et des biens, est devenue aujourd'hui une préoccupation de l'humanité en général et du Mali en particulier. Le bien être des individus joue un rôle déterminant dans le développement économique et social du pays. L'insécurité nuit gravement à l'épanouissement des personnes et entraîne le sous-développement. Les habitants du nord Mali sont confrontés à d'énormes difficultés de sécurité dans leur vie quotidienne, très peu d'activités économiques, pas de cohésion, ni d'entente sociale. Les groupes extrémistes violents ont dominé la mentalité de la

plupart des jeunes, car en leur offrant de l'argent, ces jeunes jouent le rôle d'espion de ces groupes et leur communiquent des informations nécessaires sur le mouvement des populations et des forces de l'ordre. La présence des jeunes parmi les groupes extrémistes violents dans un pays en voie de développement comme le Mali constitue une catastrophe économique et sociale. L'éducation et la santé qui étaient deux secteurs épargnés au début ne le sont plus et beaucoup d'enseignants, dans les localités isolées des trois régions, ont abandonné leur poste. Les impôts ne sont plus payés régulièrement car ceux qui doivent payer n'ont plus d'activités économiques, donc pas d'argent, et ceux qui doivent percevoir les impôts ont regagné les capitales régionales ou Bamako.

Dans les trois régions, l'impact de la crise sécuritaire sur les activités de production est établi selon les témoignages, car depuis le début de la crise, le chômage et la pauvreté augmentent à cause de la baisse de rythme des activités économiques. L'Etat doit prendre ses responsabilités en mettant en place une armée forte, et en luttant contre le chômage et la corruption pour asseoir une paix durable.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Enquête Modulaire et Permanente Auprès des Ménages (EMOP), 2014, *Rapport d'analyse premier passage 2014*. Mali, Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT).

GAOUKOYE A., (2018). *Conspiration au Mali et au Sahel*. Paris, L'Harmattan.

HAGBERG Sten et al, 2017, *Vers une sécurité par le bas ? Etude sur les perceptions et les expériences des défis de sécurité dans deux communes maliennes*. Sweden, UPPSALA UNIVERSITET.

Mercy Corps, Think Peace, juillet 2017, *Nous espérons et nous nous battons : les jeunes, les communautés et la violence au Mali*. Mercy Corps, Think Peace, Humanity United.

SANGARE Boukary, 2016, *Le centre du Mali : épice de djihadisme*. Bruxelles, Groupe de Recherche et d'Intervention pour la Paix et la Sécurité.